



Vive le PCF (mlm) !

# **Le Parti socialiste SFIO au lendemain de la première guerre mondiale**

## **La fin de la première guerre mondiale dans un contexte de révoltes**

Le congrès de Tours est l'aboutissement de toute une séquence commencée en 1917. C'est l'année en effet où la France craque sur le plan interne, la guerre perdant son caractère intouchable.

Au début de l'année 1917, la mobilisation totale a clairement perdu son aura ; le nationalisme s'est épuisé ; le caractère parasite de la bourgeoisie dans « l'effort national » devient toujours plus visible. Déjà, en novembre 1916, un roman comme *Le Feu Journal d'une escouade* de Henri Barbusse pouvait paraître et avoir un immense succès, le prix Goncourt lui étant remis la même année encore.

La guerre décourage, tout semble enlisé, le discipline s'étiole ; l'agitation grandit. La bourgeoisie est obligée de développer le mythe de la « dernière grande offensive », cherchant à forcer le destin. L'échec meurtrier de ce qui sera appelé la bataille du *Chemin des Dames*, avec pratiquement 200 000 soldats français tués, provoque des révoltes, des mutineries, des marches de régiments sur Paris : les rebelles sont fusillés par centaines, voire bombardés.

La grève est également devenue une actualité de masse. On passe de 1916 à 1917 de 314 grèves à 696, de 41 000 grévistes à 294 000. La région parisienne est le bastion de la contestation, notamment les métallurgistes de Saint-Denis, Aubervilliers, chez Panhard, les employés de banques, les midinettes (qui sont des employées de couture), mais le mouvement est également puissant dans la Loire, en Isère.

En réponse, en novembre 1917, la bourgeoisie lance une nouvelle vague nationaliste-autoritaire, avec la formation d'un gouvernement sous l'égide de Georges Clemenceau qui assume en même temps le poste de ministre de la Guerre. Georges Clemenceau avait déjà, lors d'un premier gouvernement en 1906-1909, réprimé brutalement, de manière sanglante, le mouvement ouvrier.

Mais février 1917 avait déjà été marqué par la première révolution russe et le premier mai 1917, 10 000 personnes manifestent à Paris en soutien de celle-ci, avec un manifeste diffusé qui affirme :

« Partout les peuples révoltés doivent se débarrasser de leur gouvernement de classe, pour mettre à sa place le pouvoir des délégués des ouvriers et des soldats passés au peuple. La révolution russe est le signal de la révolution universelle. »

Cependant, il faut bien voir ici le grand malentendu qui se pose. Du côté français, de manière unanime à pratiquement quelques personnes près, on considère chez les socialistes que la guerre était nécessaire en raison du militarisme allemand et qu'il y a une seule erreur véritable : *celle de ne pas avoir cherché à la terminer la plus rapidement possible.*

Cela n'a strictement rien à voir avec la ligne des sociaux-démocrates russes ayant prôné la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. L'approche est radicalement différente. Les socialistes ne le voient cependant pas. Pour eux, cela n'est valable qu'en cas de prochaine guerre – ils considèrent avoir fait le maximum en 1914 et ne pas avoir à se remettre en cause.

Nullement autocritiques en quoi que ce soit, les socialistes français, voyant que la révolution russe met fin à la guerre et renverse la monarchie, qu'elle instaure même un régime à caractère collectiviste, se disent qu'ils relèvent de la même tendance historique, que tout cela s'appuie, somme toute, sur la même démarche.

C'est très important, car il faut bien saisir que le congrès de Tours est la convergence :

- de socialistes se réorganisant à la fin de la première guerre mondiale, cherchant une base pour le faire ;
- de mouvements de masse en opposition à la guerre et se reconnaissant à différents degrés dans les révolutions russes.

Le processus n'est donc nullement conscient, nullement organisé et c'est cela qui fait que la question se pose seulement en décembre 1920, trois ans après la révolution russe, deux ans et demi après la révolution finlandaise, deux ans après la révolution allemande, un an et demi après la révolution hongroise.

On peut de ce fait voir que la tendance qui va choisir la IIIe Internationale au sein du Parti socialiste SFIO vient du camp pro-paix s'étant formé en son sein à partir de 1916-1917. Elle ne vient pas de révolutionnaires qui se sont opposés à la guerre, comme en Allemagne avec le noyau de « Spartacus » autour de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht.

Le camp pro-paix au sein du Parti socialiste SFIO pousse à reprendre les relations internationales, avec comme but une conférence à Stockholm à la fin de l'année 1917 qui ne se tiendra pas en tant que telle, alors que 1500 personnes se rassemblent à Paris Place de la République, scandant « À bas la guerre ! Stockholm ! Stockholm ! Nous voulons nos poilus ! ».

Le mouvement ouvrier ne cesse parallèlement de monter en puissance et à Lyon, le 19 janvier 1918, il y a une grève de trois jours, les ouvriers métallurgistes se rassemblant en plein centre-ville, exigeant de connaître les buts de la guerre menée par le gouvernement.

Ce thème des buts de guerre est également celui de la minorité syndicale qui s'est formée à la CGT et qui se réunit à Saint-Étienne en mai 1918, où une grève d'une semaine dans la Loire est décidée et menée.

En région parisienne, les délégués d'ateliers mis en place par le régime pour encadrer la production se transforment alors en terreau révolutionnaire, avec une révolte de masse appelant à l'armistice. Entre-temps, après Octobre 1917, le gouvernement français envoyait des troupes en Russie pour épauler la contre-révolution.

Favorables à la paix, sympathisant avec la révolution russe, alors que la guerre mondiale se termine et qu'une réorganisation est possible : pour les socialistes français, l'heure est à l'engouement, pour un élan les poussant à se tourner vers l'Internationale Communiste pour avoir l'impression de ne pas décrocher.

## Les deux tendances favorables à l'Internationale Communiste

En Allemagne, il y avait une toute petite structuration des sociaux-démocrates rejetant catégoriquement la guerre, autour de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht ; les bolcheviks avaient quant à eux les mains libres pour développer leurs activités anti-guerre, ayant exigé une centralisation théorique et organisationnelle.

On n'a pas cela en France, où il n'existe aucune continuité révolutionnaire, dans la mesure où la guerre a imposé un nationalisme généralisé et un soutien complet au militarisme. De plus, le mouvement ouvrier français a été marqué par les courants socialistes et le courant syndicaliste révolutionnaire ; dans les deux cas, il n'y a pas de base de masse.

On est dans le substitutisme : les socialistes sont historiquement une machine électorale portant des élus agissant au nom du prolétariat tout en étant divisés en tendances en conflit ouvert ; les syndicalistes une minorité pratiquent quant à eux le style du coup de force au nom du prolétariat, avec l'espoir mythique d'une grève générale.

La social-démocratie comme mouvement historique est restée étrangère à la France, tout comme son idéologie qu'est le marxisme ; on est ainsi en France dans le mouvement ouvrier, au début du XXe siècle, soit électoraliste (tendant franchement à l'opportunisme), soit syndicaliste (tendant à l'anarchisme).

La révolution russe et le chamboulement de la première guerre mondiale bouleversent inmanquablement un tel panorama. Il y a alors l'idée de se sortir de l'impasse par le haut, en plaquant littéralement ses désirs sur la révolution russe et l'Internationale Communiste.

Un acteur clef de ce processus est Fernand Loriot. Socialiste, il soutient l'Union sacrée à l'entrée en guerre, mais se remet en cause en août 1915. Il participe alors à la mise en place au sein des socialistes d'un *Comité pour la reprise des relations internationales*, qu'il dirige à partir de 1917, appelant à des pourparlers de paix, l'ancien dirigeant Alphone Merrheim ayant basculé ouvertement dans le réformisme et les plans américains de paix en Europe.

Un autre acteur clef est Raymond Péricat. Lorsque le *Comité pour la reprise des relations internationales* forma en 1916 un *Comité de défense syndicaliste*, Raymond Péricat en prit la direction en 1917. Il se tourna vers les anarchistes et les syndicalistes.

On va avoir, de ce fait, deux tendances favorables à la IIIe Internationale :

- celle avec Fernand Lorient, représentant les socialistes favorables à la paix et s'imaginant que l'Internationale Communiste valide ce positionnement et qu'il est ainsi possible de sauver le Parti socialiste SFIO ;

- celle avec Raymond Péricat, représentant les syndicalistes considérant que l'Internationale Communiste permet de récupérer les thèses syndicalistes révolutionnaires invalidées par le fait que l'ensemble de la CGT a soutenu l'Union Sacrée.

Fernand Lorient est à l'origine la pointe d'un mouvement de contestation pro-paix chez les socialistes. Avant même la fin de la guerre, le Parti socialiste SFIO tint un Conseil national, les 28-29 juillet 1918, ainsi que son 15<sup>e</sup> congrès, du 6 au 10 octobre 1918. Expression de la révolte contre la guerre, les partisans d'une fin de la guerre l'emportent, avec à leur tête Jean Longuet.

La motion de Jean Longuet obtint 1 544 voix au Conseil national, celle plus à gauche de Fernand Lorient en obtenant 152, la motion de Pierre Renaudel pour l'ancienne majorité en obtenant 1 172 (pour 96 abstentions et 31 absents).

Au congrès, Pierre Renaudel qui avait succédé à Jean Jaurès à la tête de l'humanité est alors remplacé par Marcel Cachin. Louis Dubreuilh, secrétaire général de la SFIO depuis 1905, est éjecté et remplacé par Ludovic-Oscar Frossard.

La tendance de Fernand Lorient n'est donc, à ce moment-là, qu'une pointe de celle de Jean Longuet. Les soutiens à Fernand Lorient sont éclectiques et simplement pacifistes, lui-même n'a pas d'orientation, devenant simplement trésorier-adjoint dans la Commission administrative permanente.

Cela laisse un espace pour les syndicalistes pro-révolution russe autour de Raymond Péricat, qui fondent en mai 1919 un « Parti Communiste » dont l'organe « Le Communiste » se présentait comme « organe officiel du PCF et des soviets adhérant à la section française de la IIIe Internationale de Moscou, des conseils ouvriers, de paysans et de soldats ».

Il n'y avait bien entendu aucune reconnaissance de la IIIe Internationale et en décembre 1919 ce « Parti Communiste » se transforma en « Fédération Communistes des Soviets », pour disparaître très rapidement. C'est anecdotique, mais révélateur de comment en France la IIIe Internationale était un lieu de projection.

Ne restaient alors plus que les partisans de la IIIe Internationale au sein du Parti socialiste SFIO, le *Comité pour la reprise des relations internationales* étant devenu en mai 1919 le *Comité pour l'adhésion à la IIIe Internationale*.

Après la victoire de la tendance de Jean Longuet, les ex-majoritaires cherchent bien entendu à reprendre la main, mais ils échouent, les plus à droite s'éloignent alors souvent, fondant le journal *La France libre* en 1918, un *Parti socialiste français* en 1920 avec de nombreux députés, etc.

La SFIO penche de toute façon toujours plus vers la gauche et au congrès de 1919, la motion d'Alexandre Bracke triomphe avec 1 763 mandats contre 333 en prônant un refus de toute alliance avec les partis bourgeois.

Alexandre Bracke, intransigeant ici en reprenant la ligne d'avant 1914, avait entre-temps été en première ligne dans l'Union Sacrée et même à l'œuvre pour l'intégration des socialistes dans le gouvernement !

Il ne manquait plus que le mouvement de masse pour pousser davantage cet élan sentimental-romantique vers la révolution russe.

En avril 1919, alors que le meurtrier de Jean Jaurès est acquitté, 300 000 personnes défilent à Paris et le premier mai qui suit se transforme en bataille rangée avec la police, faisant au moins 430 blessés dans les rangs de celle-ci et un mort chez les manifestants, l'ouvrier électricien Charles Lorne, dont l'enterrement rassemble 300 000 personnes.

Le même mois, la flotte française de la mer Noire, en opération contre la révolution russe, connaît une révolte, sur le *Waldeck-Rousseau*, le *France*, le *Jean-Bart*, le *Justice*... alors qu'André Marty tente avec le torpilleur le *Protet* de rejoindre l'armée rouge.

La grève est alors massive dans tout le pays en juin, avec notamment 500 000 grévistes à Paris, l'ensemble des mineurs du Nord ; 1919 est marqué par 2026 grèves et 1 151 000 grévistes. Cependant, l'incapacité à organiser le 21 juillet 1919 une grève politique contre l'intervention en Russie soviétique sera également extrêmement mal vue par l'Internationale Communiste venant de se former.

1920 verra ensuite 1832 grèves avec 1 317 000 grévistes, mais la tactique des « grèves successives » aboutit à un échec des grèves dans les métaux, puis dans le bâtiment, les transports, l'éclairage, les dockers, etc.

Pourtant, les masses s'organisent : de 34 000 membres en 1918, le Parti socialiste SFIO en a 150 000 au début de l'année 1920 ; la CGT a quant à elle désormais 2,5 millions de membres.

Cela se produit dans un contexte explosif : en 1920, le coût de la vie est de 400 % celui de 1914. L'agitation populaire est telle qu'avant le premier mai 1920, le ministre de la Guerre André Lefèvre prévient :

« Il faut bien qu'on sache que l'armée reste la force publique, et qu'à l'avenir on n'ignore plus qu'elle sera munie de cartouches. »

Cependant, le Parti socialiste SFIO ne parvient pas à émerger. Aux élections de novembre 1919, il n'obtient d'ailleurs que 1,8 million de voix sur 8 millions d'électeurs. Il faudra que ce changement quantitatif avec le mouvement de masse provoque un changement qualitatif avec les congrès de Strasbourg et de Tours, qui ont lieu au début et à la fin de l'année 1920.

## Le congrès de Strasbourg dans un cadre chauvin

Le congrès de Strasbourg de la SFIO s'est tenu du 25 au 29 février 1920 ; par définition, de par l'importance du mouvement ouvrier français historiquement, il attira fortement l'attention. Comment les socialistes français allaient-ils se comporter dans leur réaffirmation de l'après-guerre ?

Les invités étrangers consistaient en les suivants :

- de Grande-Bretagne, le Labour Party, clairement droitier, mais également l'Independent Labour Party et le British Socialist Party, qui ont été anti-guerre et se rapprocheront des communistes russes, la seconde organisation formant par la suite la base du Parti Communiste ;
- le Parti Ouvrier Belge, clairement droitier ;
- le Parti Social-démocrate de Suède, clairement droitier également ;
- des Pays-Bas, Henriette Roland Holst du Parti Communiste de Hollande, déjà affilié à la IIIe Internationale, ainsi que le très droitier Parti Ouvrier Social-démocrate des Pays-Bas.

Le dirigeant de ce dernier, Willem Vliegen, prenant la parole, souligna la chose suivante :

« Personnellement, je vous félicite, vous socialistes français, d'avoir tenu votre Congrès national à Strasbourg que rien n'a pu guérir d'être si longtemps éloigné de vous. »

Effectivement, le choix de la ville de Strasbourg était, par définition même, une provocation nationaliste ; cela n'a jamais été remarqué historiquement, ce qui est un comble.

Strasbourg avait en effet été allemande de la guerre de 1870-1871 jusqu'à 1918 ; elle n'était auparavant française que depuis la fin du 17<sup>e</sup> siècle. Elle est donc une ville avec un parcours historique complexe, demandant pour le saisir un haut niveau d'internationalisme prolétarien, que la SFIO n'a nullement.

Ainsi, si le nombre de mandats dépend du nombre de « timbres » cotisés de manière régulière par les membres, celui-ci a été réduit « pour l'attribution des mandats aux Fédérations des régions libérées », allusion à l'Alsace et la Lorraine. La présidence du congrès est confiée d'ailleurs à un Alsacien, Michel Heysch, épaulé pour son travail de plusieurs membres d'Alsace et de Lorraine. Il n'y a strictement aucune opposition à ce sujet lors du congrès.

Même si Michel Heysch avait pris au mouvement des Conseils d'ouvriers et de soldats en 1918 en Alsace, il s'inséra totalement dans la démarche nationaliste ; premier à prendre la parole, il ouvrit le congrès en disant :

« Camarades, à vous tous accourus de tous les coins de France pour assister à ce premier Congrès tenu sur la terre libérée du joug du militarisme prussien, salut, fraternité et cordiale bienvenue.

Vous n'ignorez pas quelle fut l'attitude du Parti socialiste d'Alsace et de Lorraine lorsque l'Allemagne déchaîna la plus formidable des guerres que l'univers ait jamais connue.

Trahis par les compagnons d'Outre-Rhin (...), vous savez tous, citoyens, combien grande fut notre joie lorsque nous pûmes rejoindre la grande famille des prolétaires français. »

Pierre Renaudel, principale figure du courant ayant précipité le Parti socialiste SFIO dans « l'Union sacrée » en 1914, pouvait s'exprimer totalement librement, jusqu'à revendiquer la participation gouvernementale et le soutien au régime de 1914 à 1918, quitte à quelques protestations lors de ses interventions :

« Nous avons fait ce qu'il était possible de faire à ce moment-là. L'Internationale a subi une secousse, c'est vrai.

Ce qui a tué l'Internationale, c'est le silence de la Social-démocratie allemande ; de même que ce qui rend à l'heure actuelle l'Internationale impuissante, c'est la faiblesse du socialisme français dont l'échec aux dernières élections a diminué – bien plus que ses mandats, - son unité et son autorité politiques. (Bruit et protestations.). »

Le Parti Socialiste Indépendant d'Allemagne envoya un long message solidaire, qui fut lu à la tribune, mais il ne fut pas applaudi, à l'inverse du très court message de soutien norvégien.

Ce chauvinisme étalé sans honte aucune reflète tout à fait un parti qui, somme toute, n'est qu'un assemblage hétéroclite et qui a repris entièrement sa forme et ses traditions d'avant 1914, sans se soucier en rien de la question de la guerre impérialiste. Son objectif est de repartir comme avant, de se relancer en profitant de la révolution russe.

De toutes manières, alors qu'avant 1914 l'amitié franco-allemande était sans cesse soulignée, alors que la révolution allemande de 1918 a été d'une immense portée, il n'y a au congrès de Strasbourg de février 1920 aucun délégué allemand.

Cyrille Spinetta pouvait par contre faire au congrès de Strasbourg un long éloge de la défense nationale, la France ayant été attaquée et n'ayant aucune part dans le déclenchement de la guerre, etc., avec quelques protestations, mais sans condamnation aucune.

De la même manière, la question de la IIIe Internationale est reléguée loin dans les débats : après les rapports de la trésorerie, du groupe parlementaire, sur *l'Humanité*, après la question de la politique du Parti, etc. etc.

Et cela, alors que c'est la majorité pro-paix née à la fin de la guerre qui est à la tête du Parti !

Le secrétaire du Parti socialiste SFIO depuis 1918, Louis-Oscar Frossard, également directeur de *l'Humanité*, chef de file du courant pro-défense nationale tout de même partisan d'une reprise des relations internationales pendant la guerre, constata alors au congrès que :

« Camarades, permettez-moi de le dire, je n'ai pas l'impression que le Congrès se rende compte de la gravité de la situation dans laquelle nous nous trouvons placés à cet instant même.

Camarades, au moment où nous discutons avec tant de passion de savoir si nous aurions dû ou non, pendant la guerre, pratiquer une politique de Défense nationale, des mouvements ouvriers de la plus haute importance sont en train de se développer. (Applaudissements)

[Suit une très rapide présentation des grèves des cheminots, des mineurs, des imprimeurs, etc.]

Camarades, nous délibérons au milieu de ces événements, et il me paraît que le Congrès, lorsqu'il s'évertue à réveiller les vieilles querelles, ressemble à ces docteurs en théologie du Moyen-Âge qui discutaient sur la couleur des cheveux du Christ (...).

Camarades, je vais conclure [les débats sur la politique du Parti] en insistant sur ces mots : besogne d'éducation, besogne de recrutement !

Le Parti socialiste, devant les événements d'une gravité exceptionnelle qui se produisent ne doit pas oublier qu'il est appelé à prendre les responsabilités les plus lourdes.

Que demain, la grève des cheminots devienne générale ; que la grève des mineurs éclate ; que d'autres corporations entrent dans le mouvement, il faut que le Parti socialiste soit capable d'apporter aux prolétaires en grève autre chose, vous m'entendez, que des satisfactions verbales ; il faut qu'il puisse leur apporter un concours actif, une aide efficace, et, si nous voulons servir utilement des mouvements de grève générale, qui sont à la vérité les prodromes du mouvement révolutionnaire par nous espéré, il faut que notre unité nécessaire soit maintenue et renforcée, - unité entre les organisations politiques et les organisations économiques... (Vifs applaudissements) unité nationale, unité internationale : le triomphe du socialisme est à ce prix. (Applaudissements prolongés) »

*Louis-Oscar Frossard défendit même les tenants de « l'Union sacrée » :*

« Quand des parlementaires ou des militants, dans l'état présent des choses, affirment que, s'ils avaient à recommencer ce qu'ils ont fait le 4 août 1914, ils recommenceraient, c'est leur droit absolu au regard de toutes les décisions du Parti. (Très bien !) »

Et c'est ce même Frossard qui, au congrès suivant, à la fin de l'année, prônera l'adhésion à la IIIe Internationale, devenant le premier dirigeant de la Section Française de l'Internationale Communiste !

## L'absence de lutte de lignes et la IIIe Internationale

Au congrès de Strasbourg, c'est paradoxalement Ernest Poisson, de l'aile droite, qui révéla tout le fond du problème, alors que les partisans de la IIIe Internationale ne comptaient pas pour autant mener une lutte de lignes dans la SFIO. La gauche de la SFIO était contre la droite, mais elle la tolérait, l'acceptait même, et Ernest Poisson dénonça logiquement ce paradoxe :

« Mais il y a, permettez-moi de vous le dire, une première raison, et la meilleure de toutes.

Vous voulez adhérer à la IIIe Internationale ? Mais vous n'ignorez pas que nous ne serons pas tous reçus ; vous n'ignorez pas qu'à la porte on vous priera de bien vouloir d'abord laisser quelques-uns des vôtres.

Ce n'est donc pas avec tout le Parti socialiste français que vous allez adhérer. Je ne parle pas seulement de mon vieil ami Longuet à qui on veut faire passer une visite de santé morale avant de l'admettre ; je veux parler de ceux qui, comme moi, comme nous, ceux que vous dites à la droite du Parti et qui sont d'avance expulsés.

On n'en veut pas ; des mandements sont donnés, des excommunications sont lancées. Je ne sais pas au nom de quelle démocratie, même ouvrière, mais je sais tout au moins que le Grand Maître de la IIIe Internationale, à lui tout seul, a décrété déjà les exclusions.

Et alors puisque nous ne sommes pas admis, nous sommes peut-être un peu difficiles, mais nous ne sommes pas des gens qui voulons tout de même aussi facilement – permettez-moi cette expression – recevoir des coups de pied quelque part !

Non, non, nous ne voulons pas aller à la IIIe Internationale où du reste on ne veut pas nous recevoir, et alors je vous pose une question à vous, camarades partisans de la IIIe Internationale : si vous adhérez, vous savez que nous n'en serons pas. Nous sommes donc des traîtres ; nous ne sommes plus des socialistes.

Alors avant d'aller à la IIIe Internationale, puisque vous savez que nous ne pouvons pas y aller, ayez d'abord le courage de nous mettre à la porte du Parti socialiste français ! (Applaudissements.)

Quand vous nous aurez mis à la porte, vous aurez le droit d'y aller, sinon vous allez demander à une des fractions du socialisme russe, ou plus exactement à celui qui parle en son nom à l'heure actuelle, vous allez lui demander la force de nous mettre à la porte alors que vous ne l'osez pas.

Commencez d'abord par l'expulsion et vous irez ensuite à la IIIe Internationale. (Applaudissements à droite.) »

Jean Longuet dira pareillement :

« Mon cher [Raymond] Lefebvre, si vous avez des exclusions à proposer, venez les apporter ici ! S'il y a des membres du Parti dont vous demandez que le Parti se sépare, il

ne faut pas, sous la forme indirecte d'un voyage à Moscou, poser le problème ; il faut venir dire franchement : je propose telles et telles exclusions. »

De fait, c'était la IIIe Internationale qui représentait la ligne rouge, mais à l'extérieur du Parti socialiste SFIO. Henriette Roland Holst s'exprima au congrès de Strasbourg, en tant que déléguée étrangère, non seulement au nom du Parti Communiste de Hollande, mais au nom du Comité Exécutif de la IIIe Internationale, par un mandat du secrétariat de l'Europe occidentale et du bureau auxiliaire d'Amsterdam.

Le message fut très clair :

« L'Internationale Communiste, assise solidement sur l'indestructible terrain du monde nouveau, réunissant l'avant-garde révolutionnaire de tous les pays, attend de vous, prolétaires de France, des décisions fermes et des actes hardis (...).

Prenez garde, camarades français, si, de loin, nous ne pouvons pas apercevoir comme vous, qui êtes dans la lutte, les détails de la vie sociale et politique française, par contre nous la voyons dans son ensemble et nous considérons comme notre devoir impérieux de vous mettre en garde contre votre bourgeoisie qui ne vous laissera pas un long intervalle de temps pour discuter paisiblement.

Elle profite du répit que vous lui fournissez par vos hésitations ou plus exactement par l'hésitation de votre représentation politique pour organiser la vie économique non pas pour remédier au désordre général mais pour organiser ses forces et pour vous écraser coûte que coûte (...).

Nous attendons de vous, camarades français, que vous poursuiviez par votre marche en avant, que vous ne vous laissiez pas endormir par des phrases et des déclamations qui dissimulent les anciennes pratiques, mais que vous luttiez pour créer un Parti solide, un Parti de combat en éliminant le poids mort du social-patriotisme et du réformisme. »

Voici également le télégramme envoyé le 17 janvier 1920 par la IIIe Internationale :

« Au congrès du Parti socialiste français à Strasbourg

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adresse aux travailleurs français en lutte contre le social-patriotisme et contre toutes les conceptions équivoques et les déformations bourgeoises des principes du communisme, son salut fraternel.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste espère que sous la pression des masses ouvrières françaises, le congrès de Strasbourg se décidera enfin à rompre avec la IIe Internationale, avec l'organisation jaune dont Noske, Galliffet [= le militaire ayant écrasé la Commune de Paris en 1871] d'outre-Rhin, est en Allemagne le représentant le plus en vue et qui est de même représenté en France par les agents de la bourgeoisie.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste appelle tous les communistes français à s'unir en une seule organisation et à déclarer une guerre ouverte à tous ceux qui ont trahi le prolétariat.

Vive le prolétariat révolutionnaire français !

Vive l'épuration des forces ouvrières dont les jaunes de la IIe Internationale doivent être chassés !

Vive la révolution prolétarienne !

Le président du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste : Zinoviev »

Ce principe de l'épuration exigée par l'Internationale Communiste était en fait incompatible avec toute la tradition socialiste française, qui reposait sur l'unité des tendances divergentes et de fédérations autonomes, ayant toujours réfuté toute centralisation organique du Parti.

## **Le triomphe de la tradition socialiste française au congrès de Strasbourg**

Au congrès de Strasbourg, on retrouve la même situation qu'aux congrès d'avant-guerre. Les sections de la SFIO sont de taille tout à fait disparate, numériquement comme politiquement.

Il y a un côté fourre-tout dans la démarche, le congrès étant par ailleurs marqué dès le début par des compte-rendus sans fin sur la trésorerie, la non-publication des cartes et des timbres, la question de l'imprimeur changé avec le nouveau ne publiant pas assez et avec retard, etc. etc.

Dès le tout début du congrès, un délégué de la Fédération du Jura expliqua par exemple également que la société future serait entièrement décentralisée, organisée par communes et cantons se fédérant, avec un parlement régional, etc. Ces thèses anarchistes furent considérées comme relevant de la pensée socialiste dans sa multiplicité et ne choquaient pas.

Là où tout cela est fortement hypocrite et en tout cas inégal, c'est qu'on a encore et toujours quelques fédérations poids lourds, telle celle de la Seine avec 721 mandats – cela correspond grosso modo à la région parisienne -, celle du Nord avec 567 mandats et celle du Pas-de-Calais avec 479 mandats, la Seine-et-Oise 171 mandats.

Pour le reste, les sections se divisent entre celles ayant 50-100 mandats – le Haut-Rhin a 101 mandats, le Gard 89, l'Isère 57, l'Oise 47, la Nièvre 44,... - et celles en ayant 10-30 (l'Eure en a 10 la Mayenne 7, la Haute-Savoie 11, le Finistère 36, etc.). Le poids des grandes fédérations est donc énorme.

Pour autant, cela ne doit pas donner l'idée que la SFIO soit un parti puissant. Les Fédérations les plus puissantes ont un nombre restreint de membres ! On a pour la Seine 18 075 cartes de membre, le Nord 14 700, le Pas-de-Calais 11 950... Suivent la Seine-et-Oise avec 5 600 membres, la Moselle avec 4 500 membres, le Haut-Rhin avec 4 300 membres, le Bas-Rhin avec 3 200 membres...

Au total, cela fait autour de 130 000 membres, dans 95 fédérations, avec seulement au total... quatre permanents, ce qui est la preuve d'une immense incapacité organisationnelle. On est à rebours des révolutionnaires professionnels prônés par Lénine.

Si l'on ajoute à cela que tels mandatés d'une Fédération peuvent voter dans un sens, d'autres mandatés de la même Fédération dans un autre, on peut voir qu'on a le principe de la division poussé jusqu'à son paroxysme. Un mandaté peut d'ailleurs souvent avoir le droit d'éventuellement... voter contre ce pour quoi il a été mandaté, tous les mandats n'étant pas impératifs !

Dans un tel rassemblement fourre-tout, les éléments traditionalistes du Parti n'ont aucun mal à surnager et à apparaître comme ceux qui forment le socle même de l'organisation. Paul Faure et Léon Blum apparaissent ici comme les meilleurs représentants d'une telle perspective et ils dirigeront d'ailleurs la SFIO de l'entre-deux guerres.

Ils représentent la tradition socialiste française, dans le rejet de la social-démocratie et du bolchevisme ; leur ligne est de pratiquer le réformisme, sans fermer la porte à la révolution pour le jour où elle arriverait éventuellement.

Avec une telle ligne, typique d'ailleurs du socialisme français – un discours à prétention révolutionnaire, une pratique réformiste, exactement comme chez Jean Jaurès – il n'y a pas de mal à balayer les ultras ne parvenant pas à asseoir leur démarche de manière conséquente.

Paul Faure défend ainsi aisément la tradition socialiste française contre les éléments exigeant de renverser la table, sans disposer d'aucune approche au sens strict à part le volontarisme cherchant une légitimité en se revendiquant abstraitement de la IIIe Internationale :

« Ah ! Du haut de vous-mêmes, vous nous dites : « les réformes, n'en parlons plus ! » Si, en revenant de Strasbourg, le Soviet central est constitué à Paris, et si la révolution est faite, il est possible, en effet, qu'on ne parlera plus de réformes, ou plus exactement, qu'on commencera à en parler. (Très bien ! Applaudissements)

Mais il faut envisager l'hypothèse, évidemment ennuyeuse et pénible, où la révolution ne sera pas faite et où nous n'aurons pas le pouvoir dictatorial.

Nous serons demain encore dans un pays où le capitalisme existera. Ceci est à craindre. J'entends bien que nous devons préparer le jour où nous pourrions abattre ce régime abject du capitalisme, je n'ai fait que cela depuis que je milite, je continuerai ; mais tant qu'il vivra, nous serons obligés tout de même de vivre avec lui, dans lui.

Si vous clamez nous ne voulons plus de réformes du tout, et je vous l'ai entendu dire, non seulement dans ce Congrès, mais ailleurs, il faut que vous rectifiiez, que vous essayiez de faire rectifier par le Parti notre doctrine traditionnelle. »

Léon Blum a exactement la même approche lorsqu'il justifie l'injustifiable au nom d'une sorte de pragmatisme révolutionnaire où, sans « révolution », tout est permis dans la compromission :

« Je pense que la participation ministérielle pendant la guerre n'a été à aucun degré le signe d'une inflexion révisionniste de la pensée socialiste, car ce n'est pas pour collaborer à des réformes sociales que le Parti socialiste a accepté le pouvoir.

Il l'a accepté pour un tout autre objet ; il l'a accepté dans des circonstances que la résolution Kautsky de Paris qualifiait de circonstances exceptionnelles ; il l'a accepté avec l'autorisation et la ramification des organes qualifiés du Parti socialiste. »

Il s'en sort une conclusion logique : il faut balancer par-dessus bord la seconde Internationale, qui est incapable de maintenir cette « fiction » révolutionnaire... Mais il ne faut surtout pas rejoindre la IIIe Internationale, qui exige que la révolution, c'est-à-dire la prise dans la violence du pouvoir d'État, soit la perspective centrale.

Pour cette raison, 4 330 mandats contre 337 votent la sortie de la seconde Internationale (avec 53 abstentions et 109 absents).

Puis 3 031 mandats se prononcent pour la « reconstruction » d'une nouvelle Internationale, les tenants de la IIIe Internationale obtenant 1 621 mandats, un score honorable mais dans une absence d'unité, de clarté, de connaissance même d'ailleurs de ce qu'est réellement la IIIe Internationale, qui est simplement assimilée ou confondue avec la révolution russe.

En fait, le congrès de Strasbourg marque simplement un recentrage du Parti socialiste SFIO. Les ex-majoritaires ont disparu : ils ont été liquidés en 1918-1919, ils sont trop compromis.

Mais le Parti ne rejette pas leur activité durant la guerre, ils considèrent seulement qu'ils sont allés trop loin, alors que de toute façon ils sont carbonisés niveau crédibilité « révolutionnaire ». Ils sont donc simplement remplacés par des gens voulant simplement en revenir à la ligne d'avant 1914, Paul Faure et Léon Blum étant leurs chefs de file.

On est donc dans l'ambiguïté assumée entre réforme et révolution, comme on le voit rien qu'à la première phrase de la résolution de politique intérieure adoptée au congrès qui affirme que :

« Le Parti socialiste déclare que, plus que jamais, dans les circonstances présentes, son action nationale doit être fonction de l'action internationale du socialisme mondial. »

C'est très symbolique puisque le Parti socialiste SFIO a abandonné la seconde Internationale sans rejoindre la IIIe, flottant dans un vide permettant toutes les ambiguïtés entre réforme et révolution qui lui sont caractéristiques... avec, naturellement, le « républicanisme ». La résolution de politique intérieure appelle ainsi à « la sauvegarde de la République », expliquant qu'il y a « un danger pour le régime ».

On est ainsi de retour à avant 1914. Le Congrès de Tours, avec un renversement total de perspective, n'en sera que d'autant plus une surprise.

## **Le renversement du rapport de force au sein du Parti socialiste SFIO quant à l'Internationale Communiste**

Entre le congrès de Strasbourg de la fin février 1920 et celui de Tours de la fin décembre de la même année, le rapport de force interne – grosso modo de 70 % / 30 % - va se renverser au profit des partisans de la IIIe Internationale.

La raison, c'est qu'en juillet 1920, l'Internationale Communiste tient son second congrès. Ce qui était considéré comme un simple appel avec le premier congrès se pose désormais comme véritable organisation mondiale, avec des soutiens désormais réellement nombreux.

Il y a des positionnements politiques, il y a une dynamique, il y a le régime soviétique qui montre sa stabilité, tout cela forme une véritable proposition stratégique. D'août à décembre 1920, la question de l'adhésion à la IIIe Internationale devient l'obsession chez les socialistes et il est clair qu'il y a un engouement très net devant ce qui semble inéluctable.

Naturellement, c'est un déclic qui se produit avec retard en France, puisque le processus fut enclenché dès la révolution d'Octobre 1917 dans de nombreux pays. Mais cela amène d'autant plus de volonté de rattraper le temps perdu. La minorité au sein de la CGT progresse de manière notable au congrès d'Orléans de fin septembre – début octobre 1920, obtenant 659 mandats contre 1 485 à la majorité.

Mais cela se lit surtout avec les jeunesses de la SFIO, les Jeunesses socialistes. Avant même la fin de la guerre, à la conférence de Saint-Denis de juin 1918, la première depuis de 1913, le courant de Jean Longuet y devint majoritaire tout comme dans la SFIO. Pierre Lainé, né en 1899 et nouveau dirigeant avec 169 mandats contre 10, appartenait à ce courant depuis son adolescence.

Naturellement, les jeunesses étaient sur une ligne plus dure que leurs aînés et les partisans de la IIIe Internationale y étaient plus puissants. En avril 1920, lors de la conférence des jeunesses à Troyes, la tendance longuettiste de Pierre Lainé représente 3 168 mandats, le Comité pour l'autonomie et l'adhésion à l'Internationale Communiste des Jeunes 2 350 mandats, alors qu'une troisième tendance, partisane de l'adhésion mais considérant qu'elle n'était pas encore possible, obtenait 1826 mandats.

On notera que le représentant de la première tendance, Pierre Lainé, restera dans la SFIO « maintenue », tout comme le représentant de la troisième tendance, Émile Auclair, après un bref passage chez les communistes. Enfin, le représentant de la seconde tendance, Maurice Laporte, joua un rôle très important dans les Jeunesses Communistes, avant de craquer en prison en 1923, de travailler pour la police et de devenir un ardent collaborateur des nazis pendant l'Occupation.

Sous l'impulsion du second congrès de l'Internationale Communiste, la seconde et la troisième tendance s'unirent à la fin juillet 1920 comme Comité de l'Internationale Communiste des Jeunes. Fin septembre, ils mettent en place un journal, L'Avant-garde ouvrière et communiste, dirigé par Gabriel Péri et obtiennent la mise en place d'un congrès à la fin de l'année.

La tendance longuettiste de Pierre Lainé fut balayée, sa résolution favorable à l'attente n'emportant que 1958 mandats, contre 5 443 pour l'adhésion immédiate à la IIIe Internationale (avec 350 abstentions).

Voici la résolution ayant triomphé:

« Le Congrès National des Jeunesses socialistes réuni à Paris les 30 octobre et 1er novembre 1920, constatant :

que la IIIe Internationale rassemble tous les socialistes révolutionnaires du monde entier ;

qu'elle répudie tout « socialisme de guerre » passé et futur, méconnaît le mythe que représente la Défense nationale, préconise l'intransigeance révolutionnaire et la dictature du prolétariat par le régime des Conseils des travailleurs se substituant à la fausse démocratie bourgeoise parlementaire, que ce régime peut seul faire triompher la production au bénéfice total du producteur et instaurer le Communisme ;

constatant, d'autre part, que l'Union Internationale des Jeunesses socialistes a fait faillite au même titre que la IIe Internationale,

le Congrès condamne avec force et refuse de s'associer jamais avec les Jeunesses qui, répudiant en 1914 les principes fondamentaux du socialisme en approuvant, de quelque manière que ce soit, la politique dite « d'Union sacrée », continuent deux ans après les hostilités à rester fidèles à leurs erreurs et à collaborer de près ou de loin, consciemment ou inconsciemment, avec la politique des renégats de la lutte sacrée de classe.

Elle condamne également les tentatives des Jeunesses jaunes de Noske, d'Allemagne, de Renner, d'Autriche, faites dans le but de reconstruire une Internationale qui serait en complète opposition avec l'Internationale Communiste des Jeunes ;

Le Congrès, conscient de l'idée de lutte de classe qui s'est affirmée dans l'Internationale Communiste des Jeunes ne faisant pas double emploi avec la IIIe Internationale, lui donne son entier appui et son adhésion non conditionnée, comme elle la donne sans réserve aucune à son aînée et approuve pleinement son manifeste et son programme lancé au Congrès international tenue le 25 novembre à Berlin ;

De plus, le Congrès,

considérant que la division qui s'est affirmée au sein de la Fédération Nationale des Jeunesses Socialistes résulte d'une divergence profonde sur le but et la doctrine ;

considérant qu'aucune organisation ne saurait exercer d'action révolutionnaire sérieuse et efficace si ses membres sont ainsi divisés sur les principes mêmes de la lutte ;

affirme que s'il est vrai que tous les communistes ont l'impérieux devoir d'adhérer sans réserve à la IIIe Internationale, il n'en est pas moins évident que seuls les communistes doivent y avoir accès.

En conséquence :

soucieux de permettre aux éléments révolutionnaires des Jeunesses de France d'adhérer à l'Internationale Communiste des Jeunes, le Congrès pour clarifier définitivement la situation et faire œuvre durable, décide la transformation des Jeunesses Socialistes de France en Fédération Nationale des Jeunesses Socialistes Communistes, et admet pleinement la déclaration et le programme général d'action suivant, qui sera celui de la Fédération ainsi reconstituée. »

Les Jeunesses Socialistes devinrent les *Fédérations nationales des Jeunesses Socialistes Communistes de France*, puis en mai 1921 la *Fédération nationale des Jeunesses Communistes*.

Ce qui s'était fait dans les Jeunesses reflétait de fait la tendance générale dans le Parti. Pourtant les partisans de la IIIe Internationale auraient dû tirer une leçon de ce qui s'était passé après le vote.

Prenant la parole au nom, Pierre Lainé lut une résolution où il affirma, au nom des 1958 mandats qui s'étaient portés sur lui, qu'il était pris acte « de l'acte d'indiscipline de la majorité qui vient de proclamer l'autonomie des Jeunesses ». On avait ici déjà la base du discours de la minorité, qui accusait la majorité de liquidation, d'aventurisme, de dogmatisme, etc. et ne comptait certainement pas accepter les décisions prises.